

L'article paru aujourd'hui dans l'Est Républicain est assez clair mais il ne me semble pas que l'on puisse dire qu'il y ait une fracture chez les socialistes en Meurthe-et-Moselle. En effet, il ne s'agit pas pour qui que ce soit d'abandonner ses repères ou ses valeurs de gauche et pour ce qui me concerne, je n'autorise personne (même parmi ceux qui se voient plus à gauche que tout le monde) à me donner des leçons en la matière. Je crois que dans ma vie politique j'ai toujours su garder le cap avec détermination. Il ne s'agit donc d'aucune compromission mais de proposition d'intelligence à partager. Une intercommunalité est une association de communes sur des compétences à exercer de façon partagée. Il est donc important d'avoir une approche résolument moderne de ce que doit être la gouvernance d'une intercommunalité. Ceux qui hurlent au loup ne savent pas ce que c'est que de gérer. Mais si vous êtes maire, vous savez que tous les jours de l'année les citoyennes et les citoyens s'adressent à vous pour vous demander de répondre de tout. Tout, c'est-à-dire des compétences communales mais également des compétences communautaires. Et ces citoyens se fichent complètement de savoir que vous êtes minoritaires à la Communauté Urbaine du Grand Nancy. Vous êtes leur maire, ils ont confiance en vous, et vous êtes très souvent, trop souvent même, leur dernier espoir. Pour avoir cette qualité d'écoute que tout le monde nous demande et qui permettra un jour de recrédibiliser la politique aux yeux des citoyens, il faut que les maires, les élus locaux, qu'ils soient minoritaires ou majoritaires dans l'intercommunalité aient le pouvoir d'agir. Ça n'est donc pas du calcul politique mais du bon sens dans l'intérêt général que de souhaiter qu'un certain nombre d'élus minoritaires puissent participer à l'exécutif. Cela se passe comme ça dans quasiment toutes les intercommunalités en France.

Avant : nous nous opposions, fermement, nous étions sur tous les fronts, mais nous étions complètement inaudibles par la majorité de la Communauté Urbaine tout comme par les médias et le grand public.

Je ne suis pas naïf, je ne pense pas que tous les problèmes vont être résolus et que d'un seul coup on va baigner dans un univers de bisounours où la démocratie serait parfaite, mais j'espère que dans le Grand Nancy devenu Métropole, certains élus minoritaires, en participant à l'exécutif, pourront travailler à améliorer les propositions budgétaires avant même que ce budget n'arrive au programme du conseil métropolitain. A ce moment-là, et c'est la pratique dans toutes les autres intercommunalités, les membres de l'exécutif votent le budget. Cela n'empêche pas les autres membres du groupe minoritaire de critiquer le budget, de s'abstenir ou de voter contre. On peut même être dans l'opposition et voter pour le budget. Ce serait être un opposant stupide parce que dogmatique que d'imaginer que cela est impossible. Le groupe de gauche continuera à travailler dans l'intérêt général, à proposer, à s'opposer parfois, même souvent, mais il participera aussi. Avec certains de ses membres vice-présidents ou conseillers métropolitains avec délégation, ou encore présidents de commission, le groupe de gauche sera bien mieux informé et pourra être plus performant à la condition qu'il soit solidaire.

Or la solidarité n'existe pas forcément quand deux ou trois membres du parti socialiste s'emploient à attaquer de façon virulente, parfois insultante, en interne ou à travers les réseaux sociaux, ceux qui travaillent dans l'intérêt général. C'est vrai qu'il y a quelques amertumes puisque les trois personnes qui ont fait circuler cette lettre ouverte n'ont jamais gagné une élection municipale. Mais il faut qu'ils sachent qu'en étant aussi agressifs et donneurs de leçons systématiques, il m'étonnerait qu'un jour ils puissent gagner une élection municipale. Quant à la lettre ouverte, précisons simplement qu'elle était aussi une pétition qui a été

adressée à tous les élus socialistes de la Communauté Urbaine du Grand Nancy. Or cette pétition n'a récolté qu'une dizaine de signatures. Un élu de Malzéville a fait savoir qu'il n'avait pas donné son autorisation pour apposer sa signature, trois autres élus ont fait savoir qu'ils demanderaient le retrait de leur signature. Ces trois personnes qui ont lancé cette lettre ouverte-pétition ne sont donc réellement représentatifs que d'eux-mêmes. Et ce n'est pas correct de leur part de s'épancher comme ils le font publiquement comme s'ils étaient dépositaires d'une quelconque représentativité. Avec Mathieu Klein, avec Bertrand Masson, avec la totalité des maires de gauche de la Communauté Urbaine, nous savons bien que la discussion, la concertation ont eu lieu, des réunions d'adhérents du parti socialiste, des réunions d'élus du parti socialiste, des réunions du groupe de gauche, un vote unanimement favorable pour notre participation à l'exécutif lors d'une réunion du groupe de gauche à laquelle Vincent Matheron prétend que beaucoup d'élus n'étaient pas là, ce qui est faux puisqu'il était un des rares absents.

Après, que l'on ait des divergences au parti socialiste ou dans un groupe de gauche, cela fait partie de la vie politique et je trouve que c'est bien normal, mais il n'y a pas de fracture chez les socialistes dans le Grand Nancy qui restent plus combattifs que jamais.

Féron : « Partager l'exécutif »

Fracture sur la Métropole !

Hervé Féron assure que les vice-présidents de gauche voteront le budget de l'exécutif piloté par la droite.

La fédération du parti socialiste de Meurthe-et-Moselle est en pleine fracture. D'un côté, le socialiste « frondeur » Vincent Mathéron, des élus du parti communiste, et les quelques signataires socialistes d'une lettre ouverte contre le fonctionnement de la future Métropole. Cette organisation prévoit l'intégration à l'exécutif de droite de vice-présidents issus du groupe de gauche.

De l'autre côté, le président du groupe de gauche au Grand Nancy, Hervé Féron, et la très grande majorité des élus socialistes de l'agglomération nancéienne.

« Cette lettre ouverte est un non-événement. Ils s'excitent beaucoup parce qu'il existe des amertumes », estime Hervé Féron, affirmant que certains signataires veulent aujourd'hui retirer leurs paraphes.

« Rossinot a été visionnaire »

Sur le fond, le député maire de Tomblaine est plus prolifique. « Avec l'arrivée de la grande région, le Grand Nancy risquait de ne plus être audible. André Rossinot a été vision-



■ Hervé Féron : « Les vice-présidents issus du groupe minoritaire voteront le budget même s'il ne leur convient pas complètement. Ce qui n'empêchera pas le groupe de gauche de voter éventuellement contre le budget ». Photo archives Alexandre MARCHI

Bertrand Masson avec Féron

► Le patron de la fédération socialiste de Meurthe-et-Moselle, Bertrand Masson, estime que « participer à l'exécutif de la future Métropole ne gomme pas les différences entre la gauche et la droite. Mais le groupe de gauche votera le budget s'il s'appuie sur un projet qui est partagé. Il s'agit d'une nouvelle manière de porter les dossiers... »

La lettre ouverte des opposants socialistes à ce nouveau fonctionnement est donc pour lui malvenue. « C'est un débat utilisé à d'autres fins », assure-t-il, sans en dire davantage. S'agit-il de règlements de comptes après le maintien de la liste Masseret aux régionales ? Bertrand Masson, qui n'a pas démissionné du nouveau conseil régional, assure que le débat sur la Métropole a eu lieu dans sa fédération, et qu'il se poursuivra d'ici l'installation du nouvel exécutif.

naire. Pour pouvoir résister, il fallait devenir une Métropole d'équilibre entre Paris et Strasbourg. Tout ceci a été fait au pas de charge, oui, mais il fallait aller très vite, sinon on

n'avait aucune chance de devenir Métropole ».

Hervé Féron soutient la participation d'élus de gauche au futur exécutif de droite. « Il ne faut pas être dogmatique en restant dans un clivage gauche droite. Il s'agit d'une vision ringarde de la politique en ce qui concerne la gestion d'une intercommunalité ».

« Même si le budget ne leur convient pas complètement »

Et d'expliquer que « dans l'organisation actuelle de la communauté urbaine, les maires de gauche ne peuvent faire fonctionner leurs communes comme ils l'entendent, parce qu'ils dépendent des décisions prises au niveau du Grand Nancy.

Les gens attendent de nous qu'on gère en fonction de l'intérêt général. On pourrait continuer à s'opposer, mais ça serait stérile ».

Le député maire de Tomblaine tire les conclusions de la participation de vice-présidents de gauche à un exécutif de droite : « Ceux qui seront dans l'exécutif voteront le budget, même si ce budget ne leur convient pas complètement. Ce qui n'empêchera pas le groupe minoritaire de voter éventuellement contre ».

Hervé Féron assure que « toutes les grandes Métropoles de France fonctionnent de cette manière ». Et d'annoncer ne pas vouloir occuper de vice-présidence, mais garder la présidence du groupe de gauche.

De quoi garder le bon rôle.

Philippe MERCIER